

Étude : Changements attendus dans les habitudes de dépenses au cours de la période de reprise des activités

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mercredi 22 juillet 2020

Vers la mi-juin, les mesures de distanciation physique ont commencé à être assouplies partout au pays, de sorte que les Canadiens ont maintenant davantage d'occasions de dépenser. Cependant, la COVID-19 est toujours parmi nous, les habitudes de magasinage ont changé et le nombre de Canadiens ayant un emploi a diminué de 1,8 million depuis le début de la pandémie.

La façon dont notre économie évoluera dépendra en grande partie des choix de dépenses que feront les Canadiens au cours des semaines et des mois à venir. L'étude « [Changements attendus dans les habitudes de dépenses au cours de la période de reprise des activités](#) », fondée sur les résultats d'une récente enquête par panel en ligne menée en juin, porte sur la façon dont les habitudes de dépenses pourraient changer.

Les Canadiens prévoient réduire leurs dépenses discrétionnaires

Les Canadiens étaient moins susceptibles de déclarer prévoir dépenser davantage pour des éléments essentiels. Par exemple, 87 % des répondants ont déclaré prévoir dépenser le même montant en logement, alors que 8 % ont déclaré prévoir augmenter leurs dépenses à ce chapitre, puis 5 % prévoient les diminuer.

Dans l'ensemble, les répondants prévoyaient réduire leurs dépenses pour certaines dépenses discrétionnaires plutôt que les accroître. Par exemple, la moitié des répondants à l'enquête par panel ont déclaré prévoir dépenser moins en repas au restaurant, et le tiers environ prévoyait dépenser moins en divertissement, en vêtements, en loisirs ou en mets à emporter.

À l'inverse, bien que la plupart des répondants aient déclaré s'attendre à dépenser le même montant en épicerie, près du cinquième (19 %) d'entre eux prévoyaient dépenser davantage, et 10 % prévoyaient dépenser moins.

Les changements attendus dans les habitudes de dépenses sont liés à la situation financière des ménages et aux préoccupations en matière de santé

La situation financière est liée aux changements attendus dans les habitudes de dépenses. Parmi ceux ayant déclaré que leur revenu n'était pas suffisant pour satisfaire aux obligations financières de leur ménage, 52 % prévoyaient dépenser moins en vêtements et 46 % prévoyaient dépenser moins en loisirs. Parallèlement, ceux-ci étaient plus susceptibles de déclarer prévoir dépenser davantage pour des éléments essentiels, comme le logement.

Les préoccupations en matière de santé jouent aussi un rôle important dans les dépenses attendues, particulièrement en ce qui a trait aux dépenses discrétionnaires comme les repas au restaurant. À titre d'exemple, parmi ceux ayant déclaré être très préoccupés par les risques pour la santé associés au fait d'aller dans les restaurants et les bars, 67 % ont déclaré qu'ils dépenseraient moins en repas au restaurant, comparativement à 29 % des répondants qui ont déclaré ne pas être préoccupés du tout.

Les changements attendus dans les habitudes de dépenses varient selon les groupes de population

Les Canadiens de 15 à 34 ans étaient plus susceptibles de prévoir dépenser davantage pour les loisirs et le divertissement, comparativement aux Canadiens de 35 ans et plus. Cette augmentation prévue des dépenses chez les jeunes pourrait être attribuable à la plus grande demande refoulée au sein de ce groupe d'âge et à l'amélioration attendue du marché du travail avec la relance de l'économie. Elle reflète peut-être aussi le fait que les jeunes sont moins susceptibles que les personnes plus âgées d'exprimer des inquiétudes au sujet des risques pour la santé associés à la relance de l'économie.



Les personnes immigrantes étaient généralement plus susceptibles que les personnes nées au Canada de déclarer prévoir dépenser moins pour un certain nombre d'éléments. Plus précisément, les personnes immigrantes étaient plus susceptibles que les personnes nées au Canada de prévoir dépenser moins pour les repas au restaurant (63 % par rapport à 48 %), le transport (39 % par rapport à 25 %), les loisirs (43 % par rapport à 29 %), l'épargne et l'investissement (29 % par rapport à 15 %) et les vêtements (42 % par rapport à 30 %). Ces résultats concordent avec les constatations tirées d'études antérieures selon lesquelles les personnes immigrantes étaient plus susceptibles de déclarer avoir été touchées financièrement par la pandémie.

Note aux lecteurs

Les données figurant dans le présent communiqué sont tirées de la nouvelle Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes (SEPC) de Statistique Canada. Les enquêtes de la SEPC sont des enquêtes par panel en ligne mises au point par Statistique Canada pour obtenir rapidement des renseignements sur la manière dont les Canadiens composent avec la situation liée à la COVID-19. Dans le cadre de cette série d'enquêtes, les mêmes participants sont régulièrement invités à répondre à des questions au sujet de leur situation dans le contexte de la pandémie. Dans le cadre du plus récent volet de la SEPC (le troisième depuis le début de la pandémie), qui a été mené du 15 au 21 juin 2020, plus de 4 000 participants ont répondu à un certain nombre de questions sur la reprise des activités sociales et économiques.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5311.

L'étude intitulée « [Changements attendus dans les habitudes de dépenses au cours de la période de reprise des activités](#) », diffusée dans le cadre de la série *StatCan et la COVID-19 : Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur*, est maintenant accessible ([45280001](#)).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, veuillez communiquer avec nous au 514-283-8300 ou composer sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou veuillez communiquer avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).